

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES – C.C.P

Objet du marché

Fourniture et livraison de filtres pour centrales d'air chaud-froid et de ventilo-convecteurs

Table des Matières

ARTICLE 1 : Présentation du marché.....	3
1.1 Le souscripteur	3
1.2 Objet du marché	3
1.3 Procédure.....	3
1.4 Forme du marché	3
1.5 Durée du Marché	4
ARTICLE 2 modalites d'exécution	4
2.1 Lieux d'exécution des prestations.....	4
2.2 Délai de livraison	4
2.3 Modalités de livraison	4
ARTICLE 3 Responsabilités et obligations des contractants	5
3.1 Responsabilité du titulaire	5
3.2 Vérification et admission des prestations.....	5
ARTICLE 4 prix et actualisation	5
4.1 Caractéristiques des prix.....	5
4.2 Contenu des prix	6
4.3 Variation des prix	6
Le titulaire donne toutes précisions utiles.....	7
ARTICLE 5 modalites de reglement.....	8
5.1 Modalités de paiement	8
5.2 Pénalités.....	8
5.3 Cession de créance.....	9
ARTICLE 6 Défaillance du titulaire dans l'approvisionnement des filtres	9
ARTICLE 7 avance - Sûretés	9
ARTICLE 8 documents contractuels	9
ARTICLE 9 cession - nantissement	9
ARTICLE 10 GARANTIE.....	10
ARTICLE 11 ASSURANCES	10
ARTICLE 12 comptable assignataire.....	10
ARTICLE 13 PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	10
ARTICLE 14 dispositions d'ordre general	10
ARTICLE 15 derogations aux documents generaux	11

ARTICLE 1 : PRESENTATION DU MARCHE

1.1 Le souscripteur

Université de Haute Alsace
Représentée par le Président de l'Université
2, Rue des Frères Lumière
68093 MULHOUSE Cedex

1.2 Objet du marché

La présente consultation concerne la fourniture et la livraison de filtres pour les centrales d'air chaud-froid et de ventilo-convecteurs.

1.3 Procédure

Le marché est passé selon :

-la procédure adaptée conformément à l'article 2321-1 – 1° du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes conformément à l'article R2162-2 du Code de la Commande Publique.

Les montants minimum et maximum susceptibles d'être commandés au cours d'une période contractuelle sont les suivants :

Montant minimum : 5 000€ HT – Montant maximum : 30 000€ HT

Ces montants seront identiques en cas de reconduction du marché.

Les variantes ne sont pas autorisées. Aucune prestation supplémentaire n'est à chiffrer.

1.4 Forme du marché

1.4.1 Allotissement

En application de l'article L2113-1 – 2° du Code de la Commande Publique, le marché n'est pas alloti au motif que son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.4.2 Forme des prix

La consultation donnera lieu à un marché traité à prix unitaires.

Les prestations sont rémunérées en application des prix du bordereau des prix unitaires.

1.4.3 Marché de prestations complémentaires

En application de l'article R.2122-4, l'acheteur peut passer un marché de prestations complémentaires ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité. Pour des besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur se laisse la possibilité de s'adresser à un prestataire autre que celui ou ceux titulaires de l'accord-cadre.

Le montant cumulé de ces achats sur toute la durée de l'accord-cadre ne pourra pas dépasser 4 000€ HT.

1.5 Durée du Marché

1.5.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la date de notification du marché. Il pourra être reconduit tacitement trois fois ; par période successive d'un an, sans que le délai maximum du marché ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, il en informe alors le titulaire par lettre recommandée avec accusé réception, trois mois avant la date anniversaire.

1.5.2 Résiliation

Il est fait application des clauses de résiliation prévues par l'article R2191-30 du Code de la Commande Publique, et des articles 38 à 45 du CCAG-Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE 2 MODALITES D'EXECUTION

2.1 Lieux d'exécution des prestations

Les filtres seront livrés sur les campus ci-dessous :

- Campus site Illberg (Mulhouse)
- Campus site Collines (Mulhouse)
- Campus site Fonderie (Mulhouse)
- Campus site Grillenbreit (Colmar)
- Campus site Biopôle (colmar)

Le lieu et l'adresse de livraison des fournitures seront indiqués sur chaque bon de commande. Les livraisons auront lieu sur chaque site respectif.

2.2 Délai de livraison

Le titulaire s'engage à livrer les filtres dans un délai d'un mois maximum à compter de l'envoi du bon de commande.

Les jours et heures précis de la livraison sont déterminés d'un commun accord entre le titulaire et le correspondant technique de l'Université.

Le dépassement du délai de livraison entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 6.2 du présent CCP.

2.3 Modalités de livraison

A chaque livraison le titulaire présentera un bordereau de livraison comportant les éléments suivants :

- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande
- l'identification du titulaire
- l'identification du destinataire
- la date d'expédition et de livraison
- l'adresse précise de la livraison
- les caractéristiques et la quantité de filtres livrés (destination, n° de salle, amphithéâtre, laboratoire...)

Le bordereau de livraison sera signé des deux parties. Les opérations de déchargement sont assurées par le titulaire à ses risques et périls et sous sa responsabilité.

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG-FCS. Les livraisons s'entendent obligatoirement avec la prestation de déchargement du matériel incluse.

ARTICLE 3 **RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DES CONTRACTANTS**

3.1 **Responsabilité du titulaire**

Pendant toute la durée d'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire est responsable de la bonne exécution des obligations mises à sa charge par le marché.

3.2 **Vérification et admission des prestations**

Les opérations de vérifications tant quantitatives que qualitatives seront effectuées selon les modalités des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, la décision d'admission des prestations sera formalisée par l'acceptation de la facture.

3.3 **Normes**

Les fournitures objet du présent marché devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes françaises homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette prescription vaut non seulement pour toute norme en vigueur au jour de la passation du présent marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire devra apporter par tout moyen la preuve que les produits proposés sont fabriqués selon les normes de qualité requise pour ces types d'articles.

Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur de toute modification ou évolution des normes ou réglementations relatives aux prescriptions définies dans le présent CCP durant toute la durée du marché.

ARTICLE 4 **PRIX ET ACTUALISATION**

4.1 **Caractéristiques des prix**

Le marché est à prix unitaires.

Les bons de commande seront établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires.

Le bordereau des prix unitaires (BPU) pourra être complété du catalogue tarifé du fournisseur, auquel il ne sera fait appel que dans les cas suivants :

- disparation d'un article paru au BPU,
- article(s) non référencé(s) au BPU mais devenu(s) nécessaire(s).

Toute commande passée pour des fournitures hors bordereau de prix, devra systématiquement faire l'objet de la remise dont le pourcentage sera mentionné dans l'acte d'engagement.

4.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.3 Variation des prix

Les prix du présent marché sont fermes la première année et révisables ensuite chaque année à la date anniversaire de la notification du marché, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation. La révision des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

$$P = P_0 \{ \{0,25 (FSD3/FSD3_0)\} + \{0,25 (ICHT-D/ICHT-D_0)\} + \{0,50 (BT 41/BT41_0)\} \}$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA ;

P₀ = prix initial ;

- **FSD3** = indice des « frais et services divers » pour le mois d'établissement des prix (date anniversaire de la notification du marché)
- **FSD3₀** = indice des « frais et services divers » pour le mois d'établissement des prix (mois de remise des offres)
- **ICHT-D** = indice du coût du travail « électricité, gaz, vapeur, air conditionné » pour le mois d'établissement des prix (date anniversaire de la notification du marché)
- **ICHT-D₀** = indice du coût du travail « électricité, gaz, vapeur, air conditionné » pour le mois d'établissement des prix (mois de remise des offres)
- ❖ **BT41** = indice « ventilation et conditionnement d'air » pour le mois d'établissement des prix (date anniversaire de la notification du marché).
- ❖ **BT41₀** = indice « ventilation et conditionnement d'air » pour le mois d'établissement des prix du présent marché (mois de remise des offres)

L'index FSD3 est consultable sur le site internet du Moniteur : l'adresse suivante :

<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/af7a6e23-e411-4158-a345-340b2718c429>

L'index ICHT-TD est consultable sur le site internet du Moniteur : l'adresse suivante :

<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/00b2dd90-b879-4442-8942-3efc60b95b73>

L'index BT41 est consultable sur le site internet du Moniteur : l'adresse suivante :

<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/85ba0814-3866-48e7-b2cf-250dcda7c381>

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales millièmes supérieur :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée,
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

Au cas où l'un de ces indices cesserait d'être publié, un nouvel indice serait choisi d'un commun accord.

Clause de sauvegarde :

L'Université de Haute-Alsace est en droit de refuser toute augmentation :

- qui serait supérieure à 5 % sur le prix unitaire du produit ;
- qui serait supérieure au pourcentage d'augmentation des prix publics du titulaire (pour ce faire, le titulaire transmettra lors de la demande de révision les prix publics en cours de son catalogue),
- ou qui serait abusive par rapport à une réelle évolution des coûts des prestations.

Sur ces bases, les prix peuvent être révisés à la hausse comme à la baisse.

L'Université de Haute-Alsace se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché en cours à la date du changement de tarif si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 5 % par rapport aux conditions précédentes.

Le titulaire donne toutes précisions utiles.

Clause de réexamen :

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Le bordereau des prix unitaires (BPU) pourra être mis à jour par voie d'avenant, notamment en cas de nécessité de rajouter des positions. Le nombre de positions supplémentaires ne pourra pas excéder 30% du nombre des positions initialement prévues au BPU. De plus, les modifications de contrat de ce type ne pourront survenir qu'une fois par trimestre.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale. Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix par avenant. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues aux contrats dans leur niveau de qualité ou de prix.

Si, au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique alternative notamment liée à l'innovation en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition du titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

5.1 **Modalités de paiement**

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire seront réglées sur présentation **d'une facture, par intervention et par site déposée directement sur Chorus Portail Pro**, après chaque livraison, dans un délai global de paiement de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture. Présentation des demandes de paiements :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le numéro du lot ;
- la fourniture et/ou la prestation livrée ;
- le montant hors taxes de la fourniture et/ou prestation ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des fournitures et/ou prestations toutes taxes comprises ;
- la date de facturation.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- **Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19681166500013**
- **Code service : 930**

En cas de dépassement du délai contractuel de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En outre, le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

5.2 **Pénalités**

5.2.1 **Pénalité de retard : maintenance préventive**

Lorsque le délai d'intervention fixé est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité égale à 300 euros.

Les jours de retard sont ceux correspondant aux jours ouvrables.

5.2.2 **Pénalités pour non-respect des obligations du code du travail, relatives à la lutte contre le travail dissimulé**

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.224-5 du code du travail.

5.3 Cession de créance

Si le titulaire le souhaite, il pourra obtenir de l'établissement une copie de l'original du contrat, revêtu d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant de la commande. Ce nantissement ou cette cession de créances s'effectuera selon les conditions fixées par le code des marchés publics.

ARTICLE 6 DÉFAILLANCE DU TITULAIRE DANS L'APPROVISIONNEMENT DES FILTRES

En cas de défaillance du titulaire dans l'approvisionnement des filtres (non livraison ou livraison partielle), l'Université met en demeure le titulaire par mail de compléter la livraison partielle ou de réaliser la livraison dans un délai maximum de 15 jours ouvrables suivant la réception de la mise en demeure.

Le titulaire devra tout mettre en œuvre pour pallier à sa défaillance.

Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande ou de la compléter dans les 15 jours ouvrables suivant la mise en demeure par mail, l'Université se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur aux frais et risques du fournisseur défaillant.

En outre, le titulaire se verra appliquer les pénalités de l'article 5.2.1 du présent CCP sans pouvoir formuler aucune réclamation.

ARTICLE 7 AVANCE - SURETES

Sans objet

ARTICLE 8 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **L'*acte d'engagement***,
- **Le *bordereau des prix unitaires***
- Le présent **CCP** (cahier des clauses particulières),
- **Les fiches techniques des fournitures** proposées remises par le candidat
- **Le *cahier des clauses administratives générales*** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services publié au Journal Officiel le 30 mars 2021). Le document n'est pas joint au dossier, le soumissionnaire étant censé le connaître.
- **les *bons de commande***

ARTICLE 9 CESSION - NANTISSEMENT

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-62 du Code de la Commande Publique est l'ordonnateur principal de l'Université de Haute-Alsace.

ARTICLE 10 GARANTIE

10.1. Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles L. 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), L. 1386-1 et suivants du Code civil (défectuosité des produits) et L. 221-1 et suivants du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent marché.

10.2. Garantie contractuelle

Les conditions définies à l'article 28 du CCAG-FCS s'appliquent à compte du jour de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger une fourniture de remplacement équivalente.

ARTICLE 11 ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution des prestations.

Communication des attestations

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution.

ARTICLE 12 COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Université de Haute-Alsace.

ARTICLE 13 PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et Réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS., la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du marché et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garanties des prestations

ARTICLE 14 DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du marché seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg

Coordonnées : Tribunal Administratif de Strasbourg, 67000 STRASBOURG.

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr. Tél. 03 88 21 23 23. Fax 03 88 36 44 66

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

La monnaie de comptes du marché est l' euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15 **DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les stipulations du présent CCP demeurent pleinement applicables.